



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

COMMANDEMENT DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL DE LA GENDARMERIE  
NATIONALE

CENTRE OPÉRATIONNEL DE SOUTIEN INFRASTRUCTURE ET LOGEMENT  
BUREAU MARCHES BUDGET CHARGES

**CONSULTATION N° 2021-009 DU 16 SEPTEMBRE 2021**

**MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE**

*En application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> avril 2019*

*En application de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures  
d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise  
sanitaire née de l'épidémie de Covid-19*

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)**

OBJET DU MARCHÉ :

**BEYNES (78) – CAMP DE LA FRILEUSE – BÂTIMENT 060 –  
TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DE PLOMBERIE**

**LOT N°1: Menuiserie métallerie**

**LOT N°2 : Électricité**

**LOT N°3 : Plomberie**

**Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 33 pages numérotées  
de 1 à 33**

# Table des matières

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 - Objet et localisation des travaux.....	5
1.2 – Intervenants à l'opération.....	5
1.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur.....	5
1.2.2 Maîtrise d'œuvre.....	5
1.2.3 Contrôle technique.....	6
1.2.4 Coordination SPS.....	6
1.2.5 Coordination SSL.....	6
1.3 – Pièces contractuelles.....	6
1.4 – Pièces délivrées à l'entrepreneur.....	7
1.5 – Allotissement.....	7
1.6 – Tranches optionnelles.....	8
1.6.1 Identification des tranches.....	8
1.6.2 Délais d'affermissement.....	8
1.6.3 Indemnités d'attente.....	9
1.6.4 Indemnités de dédit.....	9
1.7 – Travaux intéressant la Défense - Confidentialité.....	9
1.8 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	11
1.9 – Modalités de communication.....	11
1.9.1 Formes de communication.....	11
1.9.2 Ordres de service.....	12
1.10 – Résiliation du marché.....	12
1.11 – Clauses sociales et environnementales.....	13
1.11.1 Insertion par l'activité économique.....	13
1.11.2 Protection de l'environnement.....	13
ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
2.1 – Répartition des paiements.....	13
2.2 – Avance.....	13
2.2.1 Avance au titulaire.....	13
2.2.2 Avance au sous-traitant.....	14
2.2.3 Modalités de paiement et de remboursement.....	14
2.3 – Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	14
2.3.1 Forme et contenu des prix.....	14
2.3.2 Le maître de l'ouvrage ne fournira et ne posera aucun matériau.....	15
2.4 – Variation des prix.....	15
2.4.1 Mois d'établissement des prix.....	15
2.4.2 Mode de variation des prix.....	15
2.4.3 Modalités de calcul de variation des prix.....	15
2.4.3.1 Choix de l'index de référence.....	15
2.4.3.2 Formule de variation des prix.....	16
2.4.4 Régime de variation des indemnités , pénalités et retenues.....	16
2.4.5 Variation provisoirement.....	16
2.4.6 Application de la TVA.....	16
2.5 – Paiements et règlement des comptes.....	16
2.5.1 Modalités de règlement des comptes.....	16
2.5.2 Délais de paiement.....	17
2.5.3 Rémunération sur approvisionnement.....	17
2.5.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	18
2.5.4.1 Paiement des groupements d'opérateurs économiques.....	18
2.5.4.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché.....	18
2.5.4.3 Sous-traitance indirecte.....	18
2.5.4.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	19

COMSOPGN/COSIL/BMBC – Quartier Mohier – 4 avenue Busteau 94700 MAISONS-ALFORT  
[bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr) - Tél. : 01 57 44 09 13

2.6 – Modifications des marchés publics en cours d'exécution.....	20
2.6.1 Prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	20
2.6.2 Augmentation du montant des travaux, décision de poursuivre.....	21
2.7 – Retenue de garantie.....	21
ARTICLE 3 – DÉLAIS.....	21
3.1 – Délais d'exécution des travaux.....	21
3.1.1 Planning d'exécution.....	21
3.1.2 Prolongation des délais d'exécution.....	22
3.2 – Délai de remise des documents fournis après exécution.....	23
ARTICLE 4 – RÉALISATION DES OUVRAGES.....	23
4.1 – Implantation des ouvrages.....	23
4.2 – Préparation, exécution et coordination des travaux.....	23
4.2.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	23
4.2.2 Préparation des travaux et Études d'exécution.....	23
4.2.3 Organisation, sécurité et protection de la santé.....	24
4.2.3.1 Documents disponibles sur le chantier.....	24
4.2.3.2 Installations de chantier.....	24
4.2.3.3 Gestion des déchets de chantier.....	24
4.2.3.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	25
4.2.3.5 Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur.....	25
4.2.3.6 Autorisations de voirie.....	26
4.2.4 Réunions et visites de chantier.....	26
4.2.4.1 Visites de chantier.....	26
4.2.4.2 Réunions de chantier.....	26
ARTICLE 5 – RÉCEPTION ET GARANTIES.....	26
5.1 – Réception.....	26
5.2 – Prise de possession avant l'achèvement des travaux.....	27
5.3 – Mise à disposition temporaire.....	27
5.4 – Garanties particulières.....	27
5.5 – Garantie de bon fonctionnement.....	27
5.6 – Garantie décennale.....	27
ARTICLE 6 – DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	27
6.1 – Décompte général refusé ou avec réserves.....	27
6.2 – Mémoire en réclamation.....	27
6.3 – Droit applicable.....	28
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS ET RETENUES.....	28
7.1 – Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	28
7.1.1 Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier.....	29
7.1.2 Délais et retenues pour remise des documents à fournir pendant la période de préparation de chantier.....	29
7.1.3 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	29
7.1.4 Pénalités diverses.....	29
7.1.4.1 Rendez-vous de chantier.....	29
7.1.4.2 Sécurité et protection de la santé (y compris repliement des installations).....	29
7.1.4.3 Décompte final.....	29
7.1.5 Déchets de chantier.....	30
7.1.6 Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires à titre conservatoire.....	30
7.2 – Récapitulatif des pénalités.....	30
7.3 – Cumul et plafonnement.....	33
ARTICLE 8 – ASSURANCES.....	33
ARTICLE 9 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	34

# ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 - Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernant la mise en sécurité incendie du bâtiment 060 ainsi que le remplacement de canalisations de chauffage et d'eau froide, au camp de la Frileuse à BEYNES (78).

Lieux d'exécution :            Bâtiment 060  
   Camp de la Frileuse  
   Avenue du Général Leclerc  
   78650 BEYNES

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## 1.2 – Intervenants à l'opération

### 1.2.1 *Représentant du pouvoir adjudicateur*

**Le maître d'ouvrage, représentant du pouvoir adjudicateur** est le commandant du centre opérationnel du soutien de l'infrastructure et du logement du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COSIL/COMSOPGN).

**Nom, prénom et qualité du signataire du marché public ou de l'accord-cadre :**

**Le Général de brigade Olivier NICOUD**  
par délégation,

**Le colonel Olivier DEVULDER**

Commandant le centre opérationnel de soutien de l'infrastructure et du logement  
Quartier Mohier – 4, avenue Busteau  
94700 MAISONS-ALFORT

**Personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande Publique** (nantissement ou cessions de créances) :

Le commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN)  
Centre opérationnel de soutien infrastructure et logement (COSIL)

**Bureau des marchés du budget et des charges (BMBC)**

Quartier Mohier – 4, avenue Busteau  
94700 MAISONS-ALFORT

Tél : 01 57 44 09 13

Courriel : [bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

### 1.2.2 *Maîtrise d'œuvre*

**La maîtrise d'œuvre** est assurée par le bureau infrastructure du centre opérationnel du soutien de l'infrastructure et du logement (BI-COSIL) représenté par :

L'ingénieur des services techniques hors classe Jean-Paul LE VAILLANT

Téléphone : 01 57 44 09 40

Courriel : [bi.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bi.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

Le suivi de l'exécution des travaux est réalisé par la section RGIF, représentante du maître d'œuvre, et sera assuré par le personnel suivant :

Maréchale des logis-chef BOUCHER Christelle

Téléphone : 01 57 44 09 45

Courriel : [christelle.boucher@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:christelle.boucher@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

### **1.2.3 Contrôle technique**

L'exécution du marché n'implique pas l'intervention d'un contrôleur technique.

### **1.2.4 Coordination SPS**

Pour l'exécution du présent marché, le chef de l'organisme utilisateur assure la coordination générale des mesures de prévention.

### **1.2.5 Coordination SSI**

Un coordinateur des systèmes de sécurité incendie interviendra dans l'exécution du marché :

BATISS

35, avenue Pierre Séward

94200 Ivry-sur-Seine

Tél : 01 53 14 00 00

Courriel : [batiss@batiss.fr](mailto:batiss@batiss.fr)

Les missions du coordinateurs SSI sont : la collecte et la validation des documents de l'ensemble des équipements, le suivi de la bonne exécution des travaux, l'établissement d'un dossier technique, la validation des programmes d'essais techniques, l'assistance au maître d'ouvrage.

## **1.3 – Pièces contractuelles**

Par dérogation au 4.1 du CCAG Travaux, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

## 1. Pièces particulières :

1. L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. Un engagement de confidentialité.
4. Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.
5. Le **mémoire technique** du titulaire
6. La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

## 2. Pièces générales :

1. Le **cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux** (CCAG Travaux) en vigueur.
2. Les **documents techniques unifiés** en vigueur.

### 1.4 – Pièces délivrées à l'entrepreneur

Les pièces précédentes sont délivrées sans frais sur le site de la PLACE ( [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) à l'entrepreneur titulaire ou mandataire.

Les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances sont délivrées à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels co-traitants et sous-traitants payés directement, sur leur demande.

### 1.5 – Allotissement

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération sont décomposés en **3 lots**. Le présent C.C.A.P s'applique au(x) lot(s) :

Numéro du lot	Désignation du lot
1	Menuiserie, métallerie
2	Électricité
3	Plomberie

## 1.6 – Tranches optionnelles

### 1.6.1 Identification des tranches

Le marché est décomposé en tranches définies comme suit :

LOT01 Menuiserie Métallerie :

Tranches	Descriptif sommaire de la tranche
Ferme	Mise en sécurité incendie du Bâtiment 060
Optionnelle 1	Remplacement des quatre (4) double-portes vitrées d'accès au bâtiment par des portes tiercé vitrées simple vitrage (SP10) avec barre anti-panique et serrure. Réglage et remise en état des deux (2) portes vitrées intérieures
Optionnelle 2	Dépose du faux plafond métallique en rez-de chaussée et mise en place d'un faux plafond en dalles acoustiques 60x60 sur les deux entrées du bâtiment

LOT02 Électricité :

Tranches	Descriptif sommaire de la tranche
Ferme	Mise en sécurité incendie du Bâtiment 060
Optionnelle 1	Non concernée sur ce lot
Optionnelle 2	Mise en place d'un éclairage LED répartis harmonieusement sur le faux plafond

Le contenu technique des tranches est défini au CCTP.

#### Modalités d'affermissement :

Les tranches optionnelles pourront être affermies par décision du pouvoir adjudicateur notifiée par un ordre de service d'affermissement.

Les prix, les quantités, les délais, les conditions de financement et de règlement, les conditions de variation des prix seront ceux définis au présent marché.

les ordres de service d'affermissement seront notifiés par courriel avec accusé de réception, le titulaire accuse alors réception et retourne par la même voie l'ordre de service signé. La date de signature étant retenue comme date de notification.

### **1.6.2 Délais d'affermissement**

Les prix et délais des tranches optionnelles s'entendent pour un affermissement des tranches dans un délai de 6 mois maximum consécutif à la notification du marché ou au début d'exécution des travaux de la TF.

Cependant, le maître d'ouvrage attire votre attention sur le fait qu'un affermissement global pourra être effectué.

En cas de retard, non imputable à l'État, dans l'exécution des tranches optionnelles, les délais d'affermissement des tranches impactées seront reportés d'une durée équivalente à la durée du retard constaté.

### **1.6.3 Indemnités d'attente**

Le marché ne prévoit aucune indemnité en cas de retard dans l'affermissement des tranches optionnelles.

### **1.6.4 Indemnités de dédit**

Le marché ne prévoit aucune indemnité en cas de non-affermissement des tranches optionnelles.

## **1.7 – Travaux intéressant la Défense - Confidentialité**

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux

Les co-traitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

Pour les besoins du présent engagement, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de l'engagement, ou qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), ou qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des Informations confidentielles.

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe 3 ci-dessous :

a) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les informations confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;

COMSOPGN/COSIL/BMBC – Quartier Mohier – 4 avenue Busteau 94700 MAISONS-ALFORT  
[bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr) - Tél. : 01 57 44 09 13



b) à ne pas utiliser les informations confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;

c) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des informations confidentielles soit avisée du contenu du présent engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

a) aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;

b) lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;

c) avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'informations confidentielles au titre de l'engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les informations confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction des-dites informations confidentielles.

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

- Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrée seulement après

enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants du projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence.

- L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

- Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le candidat a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité.

En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de **5 000€ HT**. Cette somme devra être versée au pouvoir adjudicateur pour chaque violation constatée.

De plus, en cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

## **1.8 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

1.8.1 – En application de l'article L.8222-6 du code du travail, sans préjudice des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles susvisés, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

1.8.2 - Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

1.8.3 - La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

## **1.9 – Modalités de communication**

### ***1.9.1 Formes de communication***

Les communications d'informations entre le titulaire, d'une part, le maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG Travaux.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par courriel au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée

COMSOPGN/COSIL/BMBC – Quartier Mohier – 4 avenue Busteau 94700 MAISONS-ALFORT  
[bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr) - Tél. : 01 57 44 09 13

conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, le titulaire accuse réception datée de ces OS par retour de leur page de garde par courriel. Pour application de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi par courriel au titulaire.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

### **1.9.2 Ordres de service**

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

## **1.10 – Résiliation du marché**

En application de l'article L.2141-12 du Code de Commande Publique, le marché est résilié si l'opérateur économique est placé, en cours d'exécution du marché, dans l'une des situations décrites aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code supra.

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, **tous les 6 mois** et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fournitures de déclarations sociales récente (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire par courriel à l'adresse suivante : [bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L. 1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est

assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

## **1.11 – Clauses sociales et environnementales**

### ***1.11.1 Insertion par l'activité économique***

L'exécution du marché ne prévoit pas d'insertion par l'activité économique.

### ***1.11.2 Protection de l'environnement***

Conformément à l'article 7 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les travaux respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

## **ARTICLE 2 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **2.1 – Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire (ou mandataire et co-traitants en cas de groupement) et ses sous-traitants lorsqu'ils sont déclarés à la notification du marché.

### **2.2 – Avance**

#### ***2.2.1 Avance au titulaire***

Les modalités relatives à l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande Publique.

Une avance sera versée au titulaire si le montant du marché (ou de la tranche affermie) est supérieur à **50 000€ HT** et que le délai d'exécution du marché est supérieur à **deux mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. **A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.**

Le montant de l'avance est fixé à **10 %** du montant TTC du marché (ou de la tranche affermie) diminué(e) du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois.

Concernant les TPE-PME, le montant de l'avance est fixé à **20 %** minimum du montant TTC du marché (ou de la tranche affermie) diminué(e) du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois.

Si ce délai est supérieur à douze mois, l'avance est égale à **20 %** minimum d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par le délai d'exécution des travaux exprimé en mois.

### **2.2.2 Avance au sous-traitant**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions conformément aux articles R.2193-17 et suivants du Code de la Commande publique.

### **2.2.3 Modalités de paiement et de remboursement**

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectueront conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement pourra débuter lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint 65 % des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint 80 % des montants TTC.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification du marché ou de la tranche considérée.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque co-traitant définis à l'acte d'engagement.

## **2.3 – Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages**

### **2.3.1 Forme et contenu des prix**

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés par prix global forfaitaire.

L'évaluation de l'ensemble des prestations, telle qu'elle résulte du détail estimatif, figure à l'article 2 de l'acte d'engagement. Les prix du marché sont hors TVA, ils sont réputés établis **sans préjudice de l'article 9.1 du CCAG Travaux** :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché.
- En considérant comme normalement prévisible, en application de l'article 18.2.3. du CCAG Travaux, un nombre de jours d'**interruption totale de chantier pour intempéries** ou phénomènes naturel égal à 10 jours.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur de la Gendarmerie nationale.
- En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés.
- En tenant compte, le cas échéant, des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGCSPS.

Les prix intègrent les obligations induites par le respect des stipulations fixées par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant sur la coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Dans le cas où l'entreprise sous-traite une partie des travaux, l'entrepreneur et son sous-traitant auront à exécuter sous contrôle du maître d'ouvrage, un plan de prévention.

Les prix intègrent les sujétions dues à l'établissement des plans d'exécution par le titulaire du présent marché.

Les dépenses suivantes **notamment** sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions du 9.1.1 du CCAG Travaux :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux,

### ***2.3.2 Le maître de l'ouvrage ne fournira et ne posera aucun matériau.***

## **2.4 – Variation des prix**

### ***2.4.1 Mois d'établissement des prix***

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

### ***2.4.2 Mode de variation des prix***

Les prix du marché sont fermes actualisables. En application des articles R.2112-9 et suivants du Code de la Commande Publique, les prix fermes sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le « mois zéro » et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, selon les modalités visées ci-après.

### ***2.4.3 Modalités de calcul de variation des prix***

#### **2.4.3.1 Choix de l'index de référence**

Les index de référence, choisis en raison de leur structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché sont ceux visés dans le tableau ci-après.

LOT	INDEX
LOT 01	BT42
LOT 02	BT47
LOT 03	BT38

Les index peuvent être consultés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/information/1300606>

#### 2.4.3.2 Formule de variation des prix

Le coefficient d'actualisation **C<sub>n</sub>** applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C_n = I(n-3)/I_0$$

Dans laquelle **I<sub>0</sub>** et **I(n-3)** sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois (n-3), sous réserve que le mois (n) de démarrage des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

#### **2.4.4 Régime de variation des indemnités , pénalités et retenues**

Les retenues et pénalités techniques ne sont ni actualisées ni révisées.

#### **2.4.5 Variation provisoirement**

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### **2.4.6 Application de la TVA**

La TVA figurant à l'acte d'engagement est fixée à titre indicatif. Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA au sens de l'article 269-I du code général des impôts. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### **2.5 – Paiements et règlement des comptes**

#### **2.5.1 Modalités de règlement des comptes**

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions des articles 12 et 13 du CCAG Travaux.

La date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte envoyé par le titulaire.

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en deux (2) exemplaires conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier. Les projets de décompte seront remis contre récépissé au maître d'œuvre ou envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception.



Les projets sont établis conformément aux modèles notifiés avant la fin de chaque mois. Ils indiqueront le montant cumulé des travaux à payer tel que arrêté à la fin du mois écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché. Il ne tiendra pas compte de la TVA, ni d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, par dérogation au 12.1.7 du CCAG Travaux, par le maître d'ouvrage.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG, le projet de décompte final est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- trente jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Il n'y a pas de fourniture de décompte général définitif tacite.

### ***2.5.2 Délais de paiement***

En application de l'article L.2192-10 et conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande publique, le délai de paiement ne peut excéder 30 jours.

#### **Intérêts moratoires :**

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du lot concerné, ou du sous-traitant payé directement, en sus des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai

Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché, ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés par le Code de la Commande Publique (Articles R.2192-31 et suivants).

### ***2.5.3 Rémunération sur approvisionnement***

Par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G. travaux, il n'y a pas d'acompte pour approvisionnement.



## **2.5.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

### **2.5.4.1 Paiement des groupements d'opérateurs économiques**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera fait application des dispositions de l'article 10.7 du CCAG Travaux.

### **2.5.4.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché**

La désignation intervient selon les modalités prévues aux articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique.

### **2.5.4.3 Sous-traitance indirecte**

En application des articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux, et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire veillera à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4 ou l'acte spécial mentionné infra. Ce document sera ensuite transmis au titulaire, lequel le transmettra à son tour au pouvoir adjudicateur sous-traitant. Le même formalisme sera systématiquement respecté quel que soit le rang de sous-traitance envisagé.

Le paiement de toutes les sommes dues par l'entrepreneur au sous-traitant de second rang ou plus sont garanties, à peine de nullité du sous-traité (ou contrat de sous-traitance). Par dérogation à l'article 3.6.2.6 du CCAG Travaux, cette garantie devra revêtir exclusivement la forme d'une caution personnelle et solidaire obtenue, par l'entrepreneur, donneur d'ordre, auprès d'un établissement qualifié.

L'entrepreneur principal du sous-traitant indirect doit donner son accord et fournir une copie de la caution personnelle et solidaire avant exécution des travaux.

### **LISTE DES DOCUMENTS QUE DOIT FOURNIR LE SOUS-TRAITANT :**

- Attestation sur l'honneur concernant l'article R.2143-3 du Code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 dûment complétée et signée,
- L'acte spécial dûment complété et signé en original par le titulaire et le sous-traitant (DC4) **accompagné de la délégation de signature si besoin (pouvoir)**,
- Le KBIS de la société sous-traitante,
- Un relevé d'identité bancaire ou postal,
- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux du sous-traitant
- Formulaire DC2

**IMPORTANT:** les certificats fiscaux et sociaux devront traduire la situation du sous-traitant proposé, au 31 décembre de l'année précédant la réception, par le maître d'ouvrage, de la demande d'acceptation du sous-traitant faite par le titulaire.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant **vingt et un (21) jours** à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

**Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières.**

Lors de la demande d'acceptation d'un sous-traitant payé directement, le titulaire est tenu d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

#### 2.5.4.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, l'entrepreneur ou le mandataire joint au projet de décompte une **attestation indiquant la somme à régler et la facture de son sous-traitant**, pour la partie de la prestation exécutée, que le pouvoir adjudicateur devra faire régler à ce dernier.

Le sous-traitant envoie, en recommandée avec accusé réception, au titulaire du marché, sa demande de paiement (sous forme de facture) ainsi que les justificatifs qui peuvent y être rattachés. En parallèle, il fait un envoi au maître de l'ouvrage.

**Dans les 15 jours qui suivent la réception de cette demande** de paiement, le titulaire :

➤ **Soit est d'accord avec la demande de paiement de son sous-traitant, donc :**

Il transmet en recommandé avec accusé réception, au maître d'œuvre, la situation de son sous-traitant accompagnée de la mention « bon pour acceptation » et en informe son sous-traitant.

**Le maître d'œuvre accepte (ou rectifie) le décompte mensuel et le transmet au pouvoir adjudicateur pour paiement. Le maître d'œuvre ne modifie pas les situations des sous-traitants.**

Aussitôt, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant qu'il a reçu, à telle date, sa facture et qu'il va effectuer le mandatement. Il en informe également le titulaire.

➤ **Soit il n'est pas d'accord avec la demande de paiement de son sous-traitant, donc :**

Il informe son sous-traitant de son refus motivé par lettre recommandée avec accusé réception.

**Si le titulaire, au terme des 15 jours, "a gardé le silence" suite à la réception de la demande de paiement :**

➤ Le sous-traitant transmet directement, en recommandé avec accusé réception, au maître d'œuvre sa demande de paiement (en y joignant copie de l'accusé réception de l'envoi de sa demande auprès du titulaire).

➤ Le maître d'œuvre accepte (ou rectifie) le décompte mensuel et le transmet au Pouvoir Adjudicateur.

➤ Le Pouvoir Adjudicateur met en demeure le titulaire du marché de lui transmettre copie de la lettre de refus motivée que le titulaire a transmis au sous-traitant. Une copie du courrier de mise en demeure est adressée au sous-traitant.

**Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre.**

Au terme de ces 15 jours, si le titulaire ne répond pas ou donne au pouvoir adjudicateur une réponse sans joindre copie de la lettre de refus, **alors** le pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant.

Il informe le titulaire du paiement qu'il effectue au sous-traitant.

Le titulaire répond au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti en transmettant la lettre de refus en y joignant l'accusé de réception, **alors** le pouvoir adjudicateur ne paie pas le sous-traitant et lui renvoie sa demande de paiement en y joignant copie des échanges de courriers (ou paie le montant que le titulaire demande).

**N.B :**

1) Les factures du sous-traitant et du titulaire doivent passer obligatoirement par le maître d'œuvre.

2) Le titulaire enverra systématiquement son décompte mensuel en même temps que celui de son/ses sous-traitant(s)

3) Le délai global de paiement est de 30 jours. Ce délai court à compter de la date à laquelle le décompte du titulaire et de ses sous-traitants arrive chez le maître d'œuvre.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde, ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché, ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

## **2.6 – Modifications des marchés publics en cours d'exécution**

Les modifications en cours d'exécution du présent marché seront réalisées conformément aux dispositions décrites aux articles R.2194-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la notification du présent marché.

### ***2.6.1 Prix des prestations supplémentaires ou modificatives***

Les travaux supplémentaires ou modificatifs, ordonnés par le maître de l'ouvrage, seront réglés en fonction des prix négociés entre les parties sur la base du prix des prestations indiqué au détail estimatif décomposant le forfait (DPGF).

En cas de demande, de la part du maître d'œuvre, d'études ou de réalisation de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de

décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'ordre de service lui prescrivant d'évaluer ou d'exécuter de tels ouvrages.

### ***2.6.2 Augmentation du montant des travaux, décision de poursuivre***

Par dérogation au 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur. A défaut d'une telle décision de poursuivre, ces travaux ne seront pas payés.

## **2.7 – Retenue de garantie**

Il sera fait application des dispositions prévues à l'article R.2191-32 du Code de la Commande Publique.

S'agissant d'un marché public se référant au CCAG Travaux, conformément à l'article 44.1 de ce CCAG, ce marché bénéficie d'un délai de garantie.

En conséquence, le présent marché est assujéti à la retenue de garantie de 5 %, et de 3 % pour les TPE-PME, qui conformément à l'article R.2191-33 du Code de la Commande publique, peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Si le présent marché comporte plusieurs tranches, chaque tranche est considérée, pour cette retenue de garantie, comme un marché distinct.

# **ARTICLE 3 – DÉLAIS**

## **3.1 – Délais d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution comprend les congés annuels et a comme point de départ la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Tout délai commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Que ce délai soit décompté en jours ou en mois, il s'achève le dernier jour à minuit (lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit).

Le marché dure, jusqu'à la réception des travaux. Si l'entreprise dépasse le délai d'exécution, des pénalités seront appliquées.

Dans le délai global sont compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

### ***3.1.1 Planning d'exécution***

Il est exigé du titulaire dans la présentation de son offre un planning d'exécution qui servira de base au contrôle d'avancement des travaux.

Le titulaire prendra toutes ses dispositions pour exécuter les travaux suivant le

planning d'exécution. Il ne pourra réclamer aucun supplément du fait de difficultés qu'apporteraient les phases de travaux puisqu'il aura eu pleine connaissance des lieux et des pièces contractuelles.

### **3.1.2 Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **10** jours ouvrés et le délai des travaux est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée.

Les prix du marché sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités limites et éventuellement les durées limites ci-après (mesure effectuée à la station météorologie de référence, la plus proche du chantier) :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
PLUIE	+ de 15 mm (travaux extérieurs)	Durant + de 2 heures	Station météorologique de référence, la plus proche du chantier
VENT	+ de 65 km/h (usage de grues) + de 80 km/h (sans grue)	Durant + de 2 heures	
GEL	- 5 °C (0°C pour le coulage des bétons)	Pendant 12 heures	
NEIGE	5 cm ou chutes continues	Neige associée au gel ou durant 4 heures en cas de chutes continues	
TEMPÉRATURE	> à 32 ° C pendant plus de 6 heures	Fortes chaleurs	

#### **Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :**

- Intempéries type A : Travaux de terrassement et fondations – VRD – structure béton armé - étanchéité.
- Intempéries type B : Travaux de structure béton armé- Façades – Couverture – Vitrerie extérieure.
- Intempéries type C1 : Travaux de menuiseries extérieures – travaux de béton – étanchéité.
- Intempéries type C2 : Autres lots avant clos couvert.

#### **Tâches non soumises aux intempéries :**

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage.

- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre le jour même.

Le maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte rendu de chantier.

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires, permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées, doivent être fournies.

### **3.2 – Délai de remise des documents fournis après exécution**

La remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) se fait conformément à l'article 40 du CCAG Travaux.

La composition du DOE est décrite au CCTP.

Tous les éléments de DOE sont soumis au contrôle du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, qui disposent d'un délai total de 2 mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de 15 jours pour émettre une correction des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage disposent d'1 mois à compter de la réception des nouveaux éléments pour les viser à nouveau.

## **ARTICLE 4 – RÉALISATION DES OUVRAGES**

### **4.1 – Implantation des ouvrages**

Le repérage des travaux à effectuer est réalisé contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux, conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, pour le piquetage général, et à l'article 27.3 pour le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.

### **4.2 – Préparation, exécution et coordination des travaux**

#### ***4.2.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux***

Conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation sera de 2 mois.

Un planning d'exécution détaillé sera communiqué avec l'offre. Il sera opposable en cas de litige sur le non respect des délais.

COMSOPGN/COSIL/BMBC – Quartier Mohier – 4 avenue Busteau 94700 MAISONS-ALFORT  
[bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr) - Tél. : 01 57 44 09 13

#### **4.2.2 Préparation des travaux et Études d'exécution**

Il sera fait application des articles 28 et 29 du CCAG Travaux.

Les plans d'exécution doivent être soumis à l'approbation du maître d'œuvre, dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 1.2.2 du présent C.C.A.P.

L'exécution d'un ouvrage ne pourra être commencée par l'entrepreneur qu'après avoir reçu cette approbation.

#### **4.2.3 Organisation, sécurité et protection de la santé**

##### **4.2.3.1 Documents disponibles sur le chantier**

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché (pièces citées à l'article 1.3 du présent CCAP) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

##### **4.2.3.2 Installations de chantier**

###### **Locaux pour le personnel :**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des moyens et équipements mis à disposition et qu'il devra en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier.

##### **4.2.3.3 Gestion des déchets de chantier**

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux, chaque titulaire est contractuellement responsable de la gestion des déchets créés de par l'exécution du présent contrat, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, chaque titulaire assure la gestion et le suivi de ses déchets. Une copie des bordereaux de suivi est systématiquement adressée au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Les déchets produits par le maître d'ouvrage donnent lieu à remise systématique de l'original du bordereau de suivi des déchets au maître d'ouvrage par le titulaire et une copie est adressée au maître d'oeuvre.

Les déchets dangereux sont suivis par le bordereau réglementaire CERFA N°12571\*01, les déchets dangereux contenant de l'amiante sont suivis par le formulaire CERFA n°11861\*03 auxquels sont joints les certificats de transports et tickets de pesée originaux ou en copie dans les mêmes conditions qu'indiquées au paragraphe précédent.

Afin d'optimiser la gestion des déchets, il est possible de conclure une convention inter-entreprises entre les titulaires des différents lots, laquelle reste inopposable au maître



d'ouvrage.

Si un schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED) est prévu pour l'exécution du marché, tous les titulaires des lots sont conjointement responsables de sa mise en œuvre.

A l'issue des travaux, chaque titulaire établit un document "bilan déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi et un registre déchets (établi conformément à l'arrêté du 29 février 2012). Le bilan déchets est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément au 7.2 du présent CCAP.

#### 4.2.3.4 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, sans préjudice des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles susvisés, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

4.2.3.5 Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur.

**Locaux de chantier et les locaux pour le personnel** sont à la charge de l'entrepreneur et doivent respecter la réglementation en vigueur.

#### **Plans d'hygiène et de sécurité :**

Le chantier est soumis à la coordination sécurité-protection-santé dans les conditions prévues par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et sera à la charge du titulaire.

Face à la situation sanitaire actuelle, des mesures de protections supplémentaires seront mises en place par le titulaire afin d'assurer la protection des ouvrier sur le chantier conformément à la dernière version du *Guide de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus SARS-COV-2*.

#### **État de propreté du chantier :**

L'entrepreneur titulaire ou le mandataire est responsable du maintien permanent du chantier en état de propreté, ce qui met notamment à la charge de l'entrepreneur l'enlèvement de ses propres gravois et déchets, le ramassage et le stockage des gravois et déchets sur le chantier depuis le ou les points de dépôts fixés par le maître d'œuvre.

L'ensemble du chantier ainsi que les zones des installations de chantier, sont maintenus dans un état de propreté permanent. L'entreprise est chargée de l'enlèvement de ses gravois jusqu'aux bennes, du remplacement des bennes, du transport jusqu'aux décharges publiques.

L'entrepreneur est responsable du nettoyage de sa zone de travail. Les constats



d'exécution des nettoyages sont faits par le maître d'œuvre. En cas de défaut d'exécution, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage fait intervenir une équipe de nettoyage avec imputation directe des dépenses de cette équipe, à l'entreprise.

Tout dépôt de matériel et de matériaux ne pourra être effectué à l'intérieur des bâtiments.

Les matériels et matériaux restent sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à la date de réception des ouvrages.

Le local considéré sera remis en état par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

#### 4.2.3.6 Autorisations de voirie

En plus de ce qui est prévu par l'article 34 du CCAG Travaux, le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de l'article 34.1 du CCAG Travaux.

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP.

#### ***4.2.4 Réunions et visites de chantier***

##### 4.2.4.1 Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'oeuvre.

##### 4.2.4.2 Réunions de chantier

La convocation aux réunions de chantier se fera via le compte rendu de réunion, lequel vaudra convocation du titulaire par le maître d'œuvre. La convocation aux réunions de chantier pourra éventuellement se faire par ordre de service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

La fréquence des réunions de chantier sera au moins **hebdomadaire**. Leur fréquence exacte sera définie au moment des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

Les réunions auront lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'œuvre un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre selon des modalités déterminées par celui-ci.

# ARTICLE 5 – RÉCEPTION ET GARANTIES

## **5.1 – Réception**

Les opérations préalables à la réception se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux.

## **5.2 – Prise de possession avant l'achèvement des travaux**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre possession, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Cette prise de possession est précédée d'une réception partielle précédée d'un état des lieux contradictoire à laquelle le titulaire est dûment convoqué par ordre de service.

## **5.3 – Mise à disposition temporaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander que soient temporairement mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les mises à dispositions sont précédées et suivies d'un état des lieux conformément à l'article 43 du CCAG Travaux. La mise à disposition temporaire ne peut pas être interprétée comme une décision de réception.

## **5.4 – Garanties particulières**

Durant les travaux, l'entrepreneur doit la protection de ses ouvrages contre les intempéries et contre les dommages que pourraient occasionner des tiers.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il doit souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant dix ans.

Il doit leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

## **5.5 – Garantie de bon fonctionnement**

Tout le matériel fourni est neuf et présente toutes les garanties de bon fonctionnement (article 1792-3 du code civil). Le choix est fait en tenant compte des spécifications du C.C.T.P et des conditions d'utilisation et d'environnement.

## **5.6 – Garantie décennale**

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil. Il communique l'attestation d'assurance garantie décennale du chantier dans son dossier de candidature.

# ARTICLE 6 – DIFFÉRENDS ET LITIGES

## **6.1 – Décompte général refusé ou avec réserves**

En complément de l'article 12.4.3 du CCAG travaux relatif au décompte général, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation. Ce désaccord est réglé conformément aux dispositions prévues dans l'article 6.2 du présent CCAP en dérogeant à l'article 55 du CCAG travaux.

## **6.2 – Mémoire en réclamation**

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du pouvoir adjudicateur, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente jours, le faire connaître par écrit au pouvoir adjudicateur en lui faisant parvenir, le cas échéant, un nouveau mémoire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

2. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au pouvoir adjudicateur. Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux, après avis du maître d'œuvre, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître d'ouvrage, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître d'ouvrage, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 55.3 et 55.4 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 55.2.1 du CCAG travaux, l'arbitrage et la conciliation civile ne peuvent être mis en œuvre.

## **6.3 – Droit applicable**

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55.3 du CCAG Travaux, la contestation sera portée devant le :

**Tribunal Administratif de VERSAILLES**

56 avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES Cedex

Tél : 01 39 20 54 00

**Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)**

# ARTICLE 7 – PÉNALITÉS ET RETENUES

## **7.1 – Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

En cas de retard dans l'exécution des travaux, et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux une pénalité de 500 € par jour de retard sera appliquée.

### ***7.1.1 Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier***

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-avant.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- Ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

### ***7.1.2 Délais et retenues pour remise des documents à fournir pendant la période de préparation de chantier***

Délais et retenues pour remise des documents à fournir pendant la période de préparation de chantier.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir pendant la période de préparation du chantier, par le titulaire, l'entrepreneur encourt la pénalité journalière indiquée au tableau (article 7.2).

### ***7.1.3 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution***

Une retenue provisoire de **5 %** du montant du marché avec un minimum de **3 000,00 € HT** sera appliquée en l'absence de fourniture des DOE.

### ***7.1.4 Pénalités diverses***

#### **7.1.4.1 Rendez-vous de chantier**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Ils font partie du marché de l'entrepreneur.

Ce dernier se fait remplacer par tous les moyens à sa convenance afin d'assurer une présence effective.

#### 7.1.4.2 Sécurité et protection de la santé (y compris repliement des installations).

En cas de non-respect des délais et consignes fixés au PGC-SPS, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée dans le tableau ci-après, sans mise en demeure préalable.

#### 7.1.4.3 Décompte final

En cas de non-respect des délais fixés par l'article 12.3.2 du CCAG travaux, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée dans le tableau ci-après.

#### **7.1.5 Déchets de chantier**

En cas de non-respect concernant le nettoyage du chantier, le stockage et l'évacuation des déchets de chantier, et le retour des BSDI après collecte, le titulaire encourt une pénalité journalière H.T. fixée dans le tableau (article 7.2), sans mise en demeure préalable.

Les consignes sont inscrites sur au moins un compte-rendu de chantier établi par le maître d'œuvre, le coordonnateur OPC ou le coordonnateur SPS.

#### **7.1.6 Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires à titre conservatoire**

L'ensemble des retenues provisoires est applicable de plein droit, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au titulaire du marché ou au mandataire dans le cas d'un groupement solidaire.

Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de diminuer ou cumuler les retenues sur proposition de la maîtrise d'œuvre, de l'OPC ou du Coordonnateur SPS. Ces retenues seront annulées ou remplacées par les pénalités définitives, conformément à l'article 19 du C.C.A.G.-Travaux.

### **7.2 – Récapitulatif des pénalités**

Outre les retenues provisoires en cas de retards évoqués ci-dessus, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération.

CONSIGNES	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 4
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que celles mentionnées par ailleurs): par jour calendaire ou par constat (suivant compte rendu de chantier qui fait foi)		X		
Travaux bruyants en dehors des heures tolérés par arrêté municipal (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par		X		

l'autorité compétente) : le constat / la plainte				
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : par constat				X
Feux interdits sur le chantier (déchets) : par constat				X
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites : par constat		X		
Présence de déchets dans une benne non appropriée, dépôt sauvage ou enfouissement de déchets, non respect des exigences de chantier : par infraction		X		
Non-conformités aux exigences environnementales des matériaux mis en œuvre avec conformité obligatoire : par infraction		X		
Non-respect des consignes environnementales (tri des déchets). Par constat (suivant dossier environnemental) : par constats (5 jours décomptés entre 2 constats successifs)		X		
Non production des justifications de la qualité environnementale des matériaux avant commande, matériel non-conforme aux exigences acoustiques : par jour calendaire		X		
Non production des documents de suivi de la qualité environnementale BSD, relevé des compteurs eau et électricité, justification matériaux avant commande... : par jour calendaire		X		
Manquement aux obligations de nettoyage : par jour ouvré et par constat suivant le calendrier établi par le maître d'œuvre (7 jours décomptés entre 2 constats hebdomadaires successifs)		X		
Défaut de présentation ou retard dans la transmission des PPSPS. Par jour calendaire		X		
Absence aux réunions CISSCT organisée par le CSPS sur convocation. Le défaut, le jour			X	
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires : par constat			X	
Non respect de l'utilisation des sanitaires mis à disposition : le constat		X		
Défaut de mise en place d'une protection collective sur le chantier : le constat			X	

Démontage non-autorisés des protections collectives compris clôture de chantier : le constat			X	
Dégradation des installations communes : par constat			X	
Défaut d'utilisation d'une protection individuelle sur le chantier : par constat		X		
Prise des repas dans la zone chantier : par constat		X		
Changement du personnel dans la zone de chantier (hors vestiaires)		X		
Défaut de fermeture du chantier : le constat pour chaque entreprise présente sur le chantier		X		
Défaut de présentation ou retard dans la déclaration du sous-traitant et/ou refus de présenter tous les documents exigés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'Ouvrage : par jour calendaire			X	
Travail illégal : présence de personnel non déclaré, non autorisé (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente : le défaut, le jour				X
Non présentation de la carte d'identification professionnelle (le constat)			X	
Absence aux réunions de chantier sur convocation, d'un représentant mandaté et qualifié pour engager sa responsabilité convoqué à ladite réunion, compris retard de plus d'une heure : le jour		X		
Retard dans la transmission d'un ordre de service après 10 jours suivant réception chez l'entrepreneur : par jour calendaire		X		
Retard dans la remise de documents de préparation et d'exécution, de plans, de note de calcul (suivant calendrier établi par le Pilote du chantier) : par jour calendaire	X			
Retard dans la présentation d'un échantillon ou prototype, d'un devis ou mémoire : par jour calendaire suivant demande du Maître d'œuvre, le compte rendu du chantier faisant foi	X			
Retard de production de documents bloquants ou susceptible de bloquer la synthèse : par jour calendaire		X		
Absences aux réunions de synthèse, absence			X	

aux réunions spécifiques à la qualité environnementale : le constat				
Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation ou défaut de signalétique interne : par jour calendaire	X			
Dégradation des ouvrages réalisés et réceptionnés ou constatés par la maîtrise d'œuvre (le compte rendu de chantier faisant foi) : le constat				X
Retard d'exécution décompté suivant le calendrier d'exécution notifié par ordre de service : par jour calendaire			X	
Retard dans la transmission du décompte final : par jour ouvré		X		
Absences aux réunions concernant les opérations préalables à la réception, sur convocation : le constat			X	
Retard dans la levée des réserves suivant rapport OPR ou proposition du Maître d'œuvre ou décision du Maître d'Ouvrage : par jour calendaire		X		

### Récapitulatif des retenues forfaitaires provisoires à titre conservatoire :

Niveau de la retenue forfaitaire	Montant correspondant
Niveau 1	30,00€
Niveau 2	100,00€
Niveau 3	500,00€
Niveau 4	3 000,00€

### 7.3 – Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas **1 000 € HT**.

## ARTICLE 8 – ASSURANCES

Avant la notification du marché, le titulaire du marché doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle, ainsi que sa responsabilité décennale.

COMSOPGN/COSIL/BMBC – Quartier Mohier – 4 avenue Busteau 94700 MAISONS-ALFORT  
[bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bmbc.cosil@gendarmerie.interieur.gouv.fr) - Tél. : 01 57 44 09 13



Le titulaire doit fournir, avant la notification de son marché les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que la police d'assurance contient les garanties en rapport avec la mission et, en particulier, qu'il est assuré pour tout accident ou dommage causé par l'exécution des travaux.

Dans tous les cas, si l'attestation n'apporte pas les renseignements suffisants, le maître d'ouvrage peut exiger une copie certifiée conforme du contrat d'assurance complet.

## ARTICLE 9 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Articles du présent acte	Objet	CCAG travaux
1.3	Pièces contractuelles	4.1
2.5.1	Paielement et règlement des comptes	12.1.7 – 12.4.2
2.5.3	Acompte sur approvisionnement	10.4
2.5.4.3	Sous-traitance indirecte	3.6.2.6
2.6.2	Décision de poursuivre	14.4.3
6.2	Mémoire en réclamation	55.2.1
7.1	Retard dans l'exécution des travaux	19.2.3
7.3	Cumul et plafonnement pénalités	19.2.1

A ....., le  
«Lu et approuvé, bon pour accord» (*mention manuscrite*)

L'entrepreneur,  
(*cachet, signature*)